



# EESC Info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

June 2023 | FR

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

## ÉDITORIAL

## Éditorial



Chères lectrices, chers lecteurs,

À la veille d'une nouvelle session plénière riche de contenu, lors de laquelle seront examinés un grand nombre d'avis sur de nombreuses questions importantes, je voudrais attirer votre attention sur un thème en particulier: la jeunesse. En effet, associer les jeunes à nos processus démocratiques est bien plus que simplement souhaitable; c'est une initiative indispensable, car l'avenir de l'Europe, c'est leur avenir. C'est pourquoi l'une de mes principales priorités politiques consistera à faire du CESE un véritable forum pour les nouvelles générations, une enceinte où les jeunes pourront s'exprimer et, surtout, où leur voix sera entendue. Cette semaine, nous aurons l'occasion de discuter et de décider des premiers éléments constitutifs de ce forum pour les nouvelles générations.

Dans un premier temps, nous nous prononcerons sur la création d'un nouveau groupe du CESE sur les jeunes. Grâce aux acquis de l'Année européenne de la jeunesse et à l'expérience importante dont notre Comité peut s'enorgueillir, nous disposons d'une base solide pour approfondir encore cette initiative. L'idée est que le groupe puisse se concentrer sur la compréhension des différents défis auxquels sont actuellement confrontés les jeunes et sur l'élaboration de solutions efficaces concernant leur participation aux activités du CESE. Le groupe devrait en outre examiner les différentes possibilités relatives à la création, au sein du CESE, d'un organe permanent représentant la jeunesse. Avec la création de ce groupe, mon objectif est de garantir que toutes les questions ayant trait à la jeunesse soient abordées de manière globale avec le plus grand engagement et, surtout, qu'elles figurent toujours au premier rang des priorités du CESE.

Ensuite, ces prochaines semaines, nous nous pencherons sur un projet pilote visant à intégrer dans les avis du CESE l'évaluation d'impact de l'UE du point de vue des jeunes. L'objectif est de faire en sorte que nos avis «réussissent le test» du point de vue des jeunes. Cela nous aidera à intégrer pleinement leurs points de vue, besoins et aspirations dans notre processus décisionnel et, partant, à favoriser une véritable approche participative et inclusive s'agissant de la définition des politiques de l'UE.

Dans les prochains jours, je compte sur le soutien et l'engagement de nos membres pour faire aboutir ces décisions. Nous montrerons ainsi aux jeunes citoyens de l'Union que nous sommes en mesure de transformer les paroles en actes, de convertir les promesses en réalités et de faire de ce forum leur forum.

**Oliver Röpke**

**Président du CESE**

# À VOS AGENDAS

**5 et 6 juillet 2023, Alexandrie, Égypte**

[Édition 2023 du sommet euro-méditerranéen des conseils économiques et sociaux et institutions similaires](#)

**12 et 13 juillet 2023, Bruxelles**

Session plénière du CESE

**19 juillet 2023, Bruxelles**

[La lutte contre la précarité énergétique au service d'une transition juste](#)



## DROIT AU BUT

**Dans ce numéro, Jan Dirx, rapporteur du CESE, livre le point de vue du Comité sur l'une des questions les plus controversées à l'ordre du jour européen: la réforme du marché de l'électricité de l'Union européenne.**

Le CESE s'est penché sur le projet détaillé de la Commission européenne pour ce marché et, dans cette rubrique, M. Dirx résume ce que le Comité propose pour qu'il soit plus avantageux pour les consommateurs, les entreprises et, d'une manière générale, pour les citoyens.

Le rapport du CESE sur la réforme du marché de l'électricité sera examiné lors de sa session plénière de juin.



## RÉFORME DU MARCHÉ DE L'ÉLECTRICITÉ: LIBÉRALISER LORSQUE C'EST POSSIBLE, RÉGLEMENTER LORSQUE C'EST NÉCESSAIRE

**Par Jan Dirx**

**La réforme du marché européen de l'électricité devrait se baser sur un modèle hybride, associant les forces du marché et une gestion assurée par les pouvoirs publics, car l'énergie n'est pas qu'un bien parmi d'autres.**

Le Comité économique et social européen (CESE) prône depuis longtemps une réforme du marché européen de l'électricité. Dans la pratique, les risques auxquels le marché de l'électricité de l'Union est exposé se répercutent largement sur les consommateurs et les entreprises. Après le début de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, la hausse des prix de l'énergie, déjà en cours depuis 2021, s'est encore accélérée. La guerre a eu une incidence majeure sur le coût des combustibles fossiles, en particulier le gaz, qui est utilisé pour produire une grande partie de l'électricité, et les consommateurs finaux constatent ces hausses des prix sur leurs factures.

La Commission européenne a réagi à ces évolutions en présentant une proposition de réforme du marché de l'électricité de l'Union européenne. S'il admet que la proposition de la Commission contient d'importantes mesures, le CESE estime toutefois qu'elles sont insuffisantes.

Il formule dès lors plusieurs propositions de réforme plus ambitieuses. Le Comité part du principe clé que **l'énergie ne devrait pas être considérée comme un simple bien. Il s'agit d'un élément essentiel de notre système social et économique, et donc de la fourniture de services publics.** C'est pourquoi il est nécessaire de mettre en place un cadre réglementaire adéquat pour l'énergie de demain, qui garantisse un approvisionnement abordable, fiable et respectueux de l'environnement et assure le droit à l'énergie. Ce cadre devrait être un modèle hybride, associant les forces du marché et une gestion ciblée assurée par les pouvoirs publics, et devrait se baser sur le principe «**libéraliser lorsque c'est possible, réglementer lorsque c'est nécessaire**».

Le modèle proposé par le CESE est axé sur un «**service complémentaire essentiel**» mis en place par **les pouvoirs publics**, qui achèterait l'électricité aux producteurs et la revendrait aux acteurs qui la fournissent aux ménages, aux PME et aux communautés énergétiques citoyennes, ainsi qu'aux grands consommateurs et, lorsqu'il est opportun et possible de le faire, à d'autres pays.

Le Comité se réjouit de l'intention de la Commission d'orienter davantage le marché de l'électricité vers les consommateurs, mais estime qu'elle aurait pu être plus ambitieuse à cet égard. Il est par exemple d'avis que le marché devrait être organisé de manière à ce que **les consommateurs et les autres petits acteurs du marché qui produisent leur propre électricité puissent retirer un bénéfice maximal de celle dont ils assurent la production, même s'ils l'injectent dans le réseau.** Le CESE propose une autre manière, plus équitable, de donner cette possibilité aux petits producteurs, à savoir la création d'une «**banque d'électricité**», une idée qu'il serait possible d'étudier plus avant et de perfectionner.

Pour terminer, le Comité fait observer que le marché de l'électricité connaît actuellement un changement de paradigme et nécessitera sans nul doute d'autres réformes au cours des prochaines années.

---

«UNE QUESTION À ...»



## «Une question à ...»

**La Commission européenne a récemment présenté une nouvelle proposition visant à promouvoir la réparation des biens plutôt que leur remplacement, devenu ces dernières années l'option par défaut. Ce mois-ci, le CESE fera part de ses propositions pour améliorer le «droit à la réparation». Nous avons demandé à Thierry Libaert d'expliquer quelles sont les demandes du Comité.**

M. Libaert, rapporteur de l'avis du CESE sur le sujet, fut l'auteur d'un rapport avant-gardiste du Comité qui, en 2013, plaçait pour la première fois l'obsolescence programmée à l'ordre du jour de l'Union européenne. Certaines de ses propositions initiales deviennent à présent une réalité.



## Pour un véritable droit européen à la réparation

**Question du CESE: Quels nouveaux éléments le Comité souhaite-t-il introduire dans l'avis sur le droit à la réparation?**

**Thierry Libaert:** La question de la réparabilité des produits est un sujet hautement emblématique de l'action de notre Comité pour deux raisons.

D'abord, parce qu'elle s'inscrit dans une longue dynamique ancrée sur la protection des consommateurs, notamment pour la durabilité des produits ou contre les allégations environnementales trompeuses. Ensuite parce que, sur ces sujets, nous réussissons presque toujours à atteindre une très large majorité lors des votes en session plénière.

L'avis sur le droit à la réparation, que j'ai élaboré avec **Émilie Prouzet**, corapporteuse, marque un rapprochement toujours plus fort entre les enjeux de consommation et ceux de protection de l'environnement. Des produits réparés nécessitent moins d'extraction de matières premières, notamment au regard des enjeux de matériaux critiques, et surtout moins de mise en décharge à l'heure où l'on évalue à 7,4 millions de tonnes par an les déchets issus des filières électrique et électronique.

Dans notre avis, nous soutenons la proposition de la Commission, mais nous lui demandons d'aller plus loin afin que le droit à la réparation ne soit pas un droit purement théorique. Cela passera par l'interdiction de certaines pratiques visant à empêcher la réparation, à l'exemple de la sérialisation, le soutien aux produits reconditionnés et aux imprimantes 3D, un soutien effectif aux réparateurs, notamment pour leur formation. Il faudra aussi mieux sensibiliser les consommateurs, qui ont pour beaucoup perdu le réflexe de faire réparer leurs produits au profit du simple remplacement. L'action en la matière ne peut être que globale et concerner tous les acteurs.

---

# DEVINEZ QUI EST NOTRE INVITÉ



## L'invitée surprise

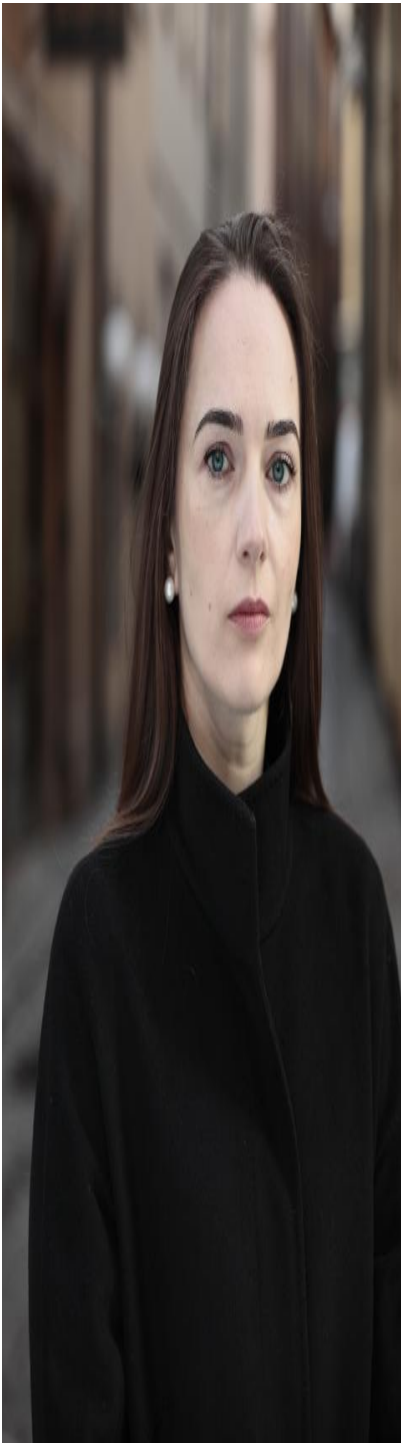
**Notre rubrique «L'invitée surprise» est consacrée à des personnalités éminentes du monde de la science, du journalisme, de la culture ainsi que de la vie sociale et politique.**

Ce mois-ci, nous recevons l'Ukrainienne **Oleksandra Matviitchouk**, défenseuse des droits de l'homme et présidente du Centre pour les libertés civiles. Elle peut se prévaloir d'une expérience en matière de création de structures horizontales pour la participation citoyenne massive à des activités dans le domaine des droits de l'homme, et plus particulièrement dans le cadre de l'initiative Euromaidan SOS, ainsi que d'une action de plusieurs années dans la documentation des crimes de guerre. On lui doit de nombreux rapports réalisés à la demande des Nations unies, du Conseil de l'Europe, de l'Union européenne, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ou encore de la Cour pénale internationale. Elle a lancé la campagne

#SaveOlegSentsov pour la libération d'Oleg Sentsov et des autres prisonniers politiques retenus en Crimée et dans le Donbass. Elle a aussi reçu le Prix du défenseur de la démocratie, qui récompense sa «contribution exclusive à la promotion de la démocratie et des droits de l'homme», dans le cadre de missions de l'OSCE. En 2022, Oleksandra Matviitchouk a en outre été récompensée par le *Right Livelihood Award* et désignée par le Financial Times comme l'une des vingt-cinq femmes les plus influentes au monde. Cette même année, le Centre pour les libertés civiles qu'elle a créé s'est vu décerner le Prix Nobel de la Paix aux côtés d'Ales Bialiatski, militant biélorusse qui défend l'indépendance et la démocratie, et de l'organisation russe Memorial.

---





## L'Ukraine rendra l'OTAN plus forte

**Par Oleksandra Matviichuk**

**En ma qualité de défenseure des droits humains, je collecte des données sur les crimes de guerre commis dans le cadre du conflit actuel depuis qu'il a été déclenché par la Russie en 2014, afin de m'assurer que, tôt ou tard, tous ces crimes feront l'objet de poursuites. Toutefois, en tant qu'être humain, je comprends que nous ne pouvons pas attendre jusqu'à cette issue pour les faire cesser. C'est pourquoi je préconise que le processus d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN commence sans délai.**

Le nombre de crimes de guerre que nous avons observés est sans précédent. Les troupes russes ont délibérément détruit des bâtiments résidentiels, des églises, des écoles et des hôpitaux, attaqué des couloirs d'évacuation, établi un système de camps de filtration, organisé des déportations forcées, procédé à des enlèvements, des viols et des tortures et assassiné des civils dans les zones occupées.

Il ne s'agit pas d'une guerre entre deux États, mais d'une guerre entre deux systèmes: l'autoritarisme et la démocratie. La Russie tente de prouver que la démocratie, l'état de droit et les droits de l'homme sont de fausses valeurs. En effet, si elles sont réelles, pourquoi s'avèrent-elles incapables de protéger personne? Pourquoi l'ensemble du système international de maintien de la paix et de sécurité n'est-il pas en mesure de mettre un terme aux atrocités russes? Pourquoi moi, une défenseure des droits humains qui n'a eu de cesse pendant de nombreuses années de recourir au droit pour protéger les personnes, suis-je aujourd'hui contrainte d'apporter à la question «Comment pourrions-nous protéger les personnes de l'agression russe» la réponse suivante: «En livrant à l'Ukraine des armes modernes»?

Parce que, pour le moment, le droit reste sans effet. Cependant, je suis convaincue que cette situation n'est que temporaire.

Pendant des décennies, les forces militaires russes ont commis des crimes internationaux en Tchétchénie, en Moldavie, en Géorgie, au Mali, en Libye et en Syrie. Elles n'ont jamais été punies pour ces crimes.

Nous devons briser ce cercle d'impunité. Nous devons dès à présent mettre en place un tribunal spécial pour le crime d'agression et amener Poutine, Loukachenko et tous les autres coupables de ce crime à rendre des comptes.

Oui, c'est une démarche audacieuse, mais elle s'impose.

Toutefois, si en ma qualité de défenseure des droits humains, je collecte des données sur les crimes de guerre afin de m'assurer qu'un jour, tous les criminels russes devront rendre des comptes, en tant qu'être humain, je comprends que nous ne pouvons pas attendre jusqu'à cette issue pour les faire cesser. C'est pourquoi ma position est la suivante:

Tant que l'Ukraine demeure vulnérable, c'est le système de sécurité euro-atlantique dans son ensemble qui reste vulnérable. Au lieu d'une adhésion à l'OTAN, certains responsables politiques évoquent diverses garanties de sécurité qui, en réalité, n'équivalent en rien à celles consacrées à l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord. Comment des garanties distinctes pourraient-elles assurer la sécurité d'un pays aussi vaste, qui ne peut être couvert par un bouclier unique contre les missiles russes? Quel sera leur coût dans une perspective à long terme, notamment en raison des conséquences directes de l'insécurité, comme la «crise alimentaire»? Des garanties particulières nous permettent-elles de parvenir à la durabilité, alors que ce qui est reconstruit aujourd'hui pourrait être à nouveau détruit demain? Assurent-elles un retour en toute sécurité des millions de réfugiés Ukrainiens dans leur pays?

L'Ukraine mérite de devenir membre de l'OTAN. Elle partage les mêmes valeurs de liberté et de démocratie et est prête à les défendre. L'Ukraine ne sera pas juste un bénéficiaire, mais bien un puissant contributeur à la sécurité de l'Alliance. Et il ne s'agit pas là de simples promesses mais d'un fait prouvé sur le champ de bataille. L'Ukraine rendra l'OTAN plus forte.

Lancer l'adhésion effective de l'Ukraine à l'OTAN contribuera à mettre fin à la guerre, non à l'étendre. En effet, sans cela, l'«incertitude stratégique» servira toujours de motif à la Russie pour continuer à attaquer l'Ukraine.

Les Ukrainiens attendent des résultats concrets du sommet de l'OTAN qui se tiendra les 11 et 12 juillet 2023 à Vilnius. Le temps de l'assurance que la porte de l'OTAN est ouverte est révolu. Le moment est désormais venu de prendre les décisions qui lanceront le processus de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

La Russie a toujours été proactive. Elle a mis à profit des guerres et l'occupation de territoires étrangers pour placer la communauté internationale devant le fait accompli et la forcer à prendre en compte la nouvelle réalité. Les pays démocratiques membres de l'OTAN devraient enfin prendre l'initiative et commencer à gérer ce processus. Nous considérons depuis trop longtemps la sécurité comme acquise. Il est nécessaire d'assumer la responsabilité de notre avenir commun.

---

## NOUVELLES DU CESE





## Le CESE préfère le Fonds européen de souveraineté aux subventions nationales

**Dans un avis exploratoire consacré au 30<sup>e</sup> anniversaire du marché unique, le CESE préfère soutenir l'idée de la Commission d'un fonds européen mettant en commun des ressources pour investir dans des projets clés dans le domaine des technologies vertes, plutôt que celle d'assouplir les règles de la concurrence.**

L'assouplissement des règles en matière d'aides d'État pour protéger les industries européennes de la concurrence américaine à la suite de l'adoption par les États-Unis de la loi sur la réduction de l'inflation (IRA) pourrait en effet créer des asymétries entre les États membres les plus riches, comme l'Allemagne, qui peuvent subventionner leurs industries, et les États membres disposant d'une marge de manœuvre budgétaire moindre, et qui n'auront donc pas les moyens de suivre, a expliqué le CESE dans un [nouveau rapport](#) qui dresse le bilan des trente années de

fonctionnement du marché unique et qui réfléchit à son avenir.

«Un Fonds européen pour la souveraineté est apparu comme le meilleur moyen d'insuffler un nouvel élan à la politique industrielle européenne et à l'investissement dans les technologies vertes», a déclaré **Felipe Medina Martín**, rapporteur du groupe des employeurs du CESE, qui a aussi souligné la nécessité de réviser et de réformer les règles actuelles en matière d'aides d'État.

«Il faut réfléchir aux critères d'attribution des aides d'État, à leurs effets et à leur utilité», a déclaré le rapporteur. «Nous savons que certains secteurs ont pu bénéficier d'aides d'État, de dérogations et d'exemptions en matière d'aides d'État, mais d'autres n'ont pas eu cette chance. Si nous y ajoutons les déséquilibres entre les États membres, nous obtenons des écarts considérables de compétitivité au sein de l'Union.»

Le rapport du CESE souligne que le marché unique a incontestablement représenté l'une des plus grandes réalisations politiques, économiques et sociales de l'Union, mais que celui-ci doit rester un projet en constante mutation qui continue de s'adapter à l'évolution des réalités et de relever les défis à venir.

Parmi ceux-ci, l'**autonomie stratégique ouverte** devrait venir en premier: l'approvisionnement et le commerce, l'énergie et les matières premières critiques devraient être des priorités absolues, et les accords avec des pays partageant les mêmes principes et les mêmes valeurs représentent une voie à suivre à cet égard.

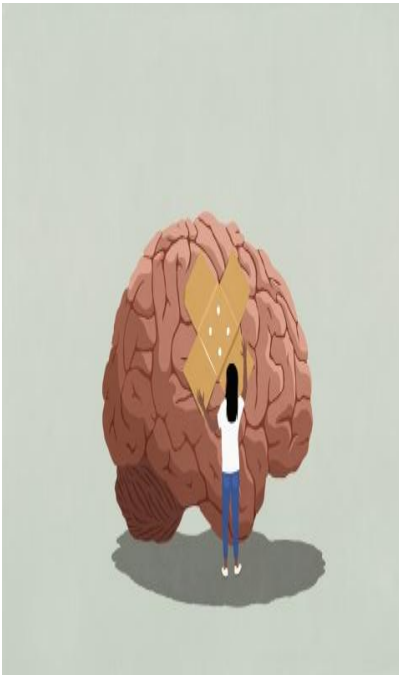
Au sein du marché intérieur, le CESE attire l'attention sur le fait inquiétant que **la majeure partie de la charge réglementaire continue d'être produite au niveau des États membres**, les règles nationales entrant parfois en vigueur avant que des initiatives européennes ne soient présentées, ce qui empêche l'harmonisation et peut entraîner des distorsions au sein du marché unique. Pour reprendre la main, le CESE suggère que l'Union élabore sa propre législation de façon plus proactive et plus rapide.

Du point de vue des travailleurs, le CESE souhaite que les mesures visant à promouvoir la compétitivité et la durabilité des entreprises soient assorties de mesures visant à protéger la qualité du travail et à garantir les

droits des citoyens, la protection des consommateurs ou encore des conditions équitables pour les petites entreprises.

«Le monde change, et le paradigme qui a prévalu pour le marché unique au cours des trente dernières années va aussi devoir évoluer, sans doute radicalement, si nous voulons relever les nouveaux défis géopolitiques», a souligné le corapporteur **Angelo Pagliara**, du groupe des travailleurs du CESE. «Si nous voulons garantir une véritable compétitivité, nous devons lutter contre toutes les formes de dumping — dumping social, dumping fiscal, toutes sortes de dumping! Parce que le dumping opère un véritable sabotage de la concurrence.»

Ce rapport général sera suivi d'avis portant sur des questions spécifiques concernant le marché unique.  
(dm)



## [Le CESE plaide pour que l'Union européenne légifère sur la prévention des risques psychosociaux au travail](#)

**À l'occasion de l'édition 2023 de la Journée mondiale de la santé et de la sécurité au travail, le Comité économique et social européen demande à l'Union européenne d'adopter une législation contraignante pour prévenir les risques psychosociaux au travail. Les éléments de preuve s'accumulent montrant que le travail précaire prélève un lourd tribut sur la santé mentale des travailleurs.**

Le 27 avril, le CESE a présenté son avis intitulé «[Travail précaire et santé mentale](#)», à l'occasion d'un débat avec **Joaquín Pérez Rey**, secrétaire d'État espagnol à l'emploi et à l'économie sociale.

Comme a tenu à le rappeler le rapporteur de l'avis, **José Antonio Moreno Díaz**, il existe des preuves patentes que le travail précaire, parce qu'il inflige aux travailleurs un risque accru de dégradation de leur santé mentale, représente un enjeu de santé publique.

La précarité au travail, notion qui recouvre aspects tels que l'insécurité de l'emploi, le recours abusif aux contrats temporaires, de longs horaires de travail ou encore l'impossibilité de planifier son temps de travail, constitue une violation des droits fondamentaux des travailleurs, qui doit être combattue et éradiquée sous toutes ses formes. C'est dans cette logique que le CESE a préconisé l'adoption d'une législation contraignante au niveau de l'Union européenne, ainsi qu'une extension et une mise à jour de la directive sur la santé et la sécurité au travail (89/391/CEE).

«Nous avons besoin d'un environnement de travail de qualité, qui ne soit pas la source de souffrances physiques ou psychologiques. Aussi devons-nous disposer d'une directive européenne qui traite spécifiquement des risques psychosociaux», a déclaré **M. Moreno Díaz**.

**Le président du CESE, Oliver Röpke** s'est pour sa part exprimé en ces termes: «Notre Comité a pris l'engagement de contribuer à faire progresser le programme social de l'Union, pour construire l'Europe du vingt et unième siècle, durable et compétitive. Pour ce faire, nous devons notamment assurer des conditions décentes sur le marché du travail, soutenir la participation des travailleurs et lutter contre le travail précaire.» (II)



## La carte européenne du handicap pour garantir la libre circulation des personnes handicapées

**La carte européenne du handicap est l'une des principales priorités du mouvement de défense des droits des personnes handicapées, permettra à ses titulaires d'exercer leur droit fondamental à la libre circulation dans l'Union européenne au même titre que les personnes non handicapées.**

Le Comité économique et social européen (CESE) s'est félicité de l'initiative de la Commission visant à introduire une carte européenne du handicap pour permettre aux personnes handicapées de circuler et de séjourner librement au sein de l'Union.

Dans un [avis](#) adopté lors de sa session plénière d'avril dernier, le CESE a toutefois averti que le succès de la carte dépendra de la reconnaissance mutuelle du statut de handicapé entre les pays de l'Union, ce qui n'est pas le cas actuellement et prive les personnes handicapées de mesures de soutien lorsqu'elles se rendent dans d'autres pays. Il s'agit d'une grave violation de leur liberté de circulation, une valeur fondamentale de l'Union.

**Ioannis Vardakastanis**, le rapporteur pour l'avis a déclaré: «*Il existe désormais des citoyens européens de première et de deuxième catégorie: dans la première catégorie on trouve ceux qui peuvent se déplacer d'un État membre à un autre pour voyager, travailler, étudier, ou s'installer et, dans la deuxième, ceux qui ne le peuvent pas. La carte européenne du handicap supprimera ces obstacles.*»

Dans son avis, le CESE a indiqué que la carte européenne du handicap était une priorité élevée et une revendication ancienne du mouvement de défense des droits des personnes handicapées. Il a recommandé que la carte soit établie au moyen d'un règlement, car il s'agit d'un instrument mieux approprié, qui garantirait une application cohérente et universelle et éviterait des disparités de mise en œuvre au niveau national.

Il convient par ailleurs de prendre des mesures complémentaires pour que les transports, les services et les bâtiments soient accessibles à tout un chacun, étant entendu que les données à caractère personnel enregistrées sur la carte devraient être protégées par les règlements en la matière. La carte fonctionnera donc comme un passeport européen du handicap.

De l'avis du CESE, la carte obligera les États membres à améliorer les systèmes actuels fondés principalement sur une approche médicale du handicap, et à les aligner sur des modèles qui respectent la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (CNUDPH).

To ensure the success of the card, the EESC called for the full involvement of persons with disabilities and their organisations in all phases of its roll-out and during the monitoring process.

Another demand is for the physical separation of the EU Disability Card and EU Parking Card. This would make it easier for persons with disabilities to navigate transport systems and access public services. (II)



### Volonté et engagement politiques sont la clé d'un dialogue social efficace

**Le CESE considère que les propositions de la Commission sur le renforcement du dialogue social dans les États membres et l'Union sont à la fois opportunes et nécessaires, mais il réclame des mesures supplémentaires. Des améliorations s'imposent en ce qui concerne les consultations nationales menées avec les partenaires sociaux, la couverture des négociations collectives nationales et européennes et la mise en œuvre des accords entre partenaires sociaux.**

Le Comité économique et social européen a salué la récente initiative de la Commission européenne visant à renforcer et à promouvoir le dialogue social dans l'UE. Il a toutefois relevé plusieurs points auxquels il convient de s'atteler pour garantir l'utilité et l'efficacité du dialogue social au niveau national et européen.

Dans l'[avis](#) qu'il a adopté lors de sa session plénière d'avril, le CESE analyse la communication sur le renforcement du dialogue social publiée récemment par la Commission et la proposition de recommandation du Conseil sur le même sujet.

Le CESE met en garde contre toute approche consistant à tenir pour acquis les résultats positifs obtenus par le dialogue social et recommande que la Commission examine les modèles nationaux, régionaux et sectoriels qui ont fait leurs preuves et détermine ce qui explique leur succès.

«L'initiative de la Commission mérite d'être soutenue dans la mesure où elle a pour ambition de renforcer le dialogue social. Dans le même temps, nous recommandons, dans notre avis, que des mesures supplémentaires soient prises, notamment pour améliorer le dialogue social tripartite au niveau national et la couverture des négociations collectives, et définir des règles claires pour la mise en œuvre des accords entre partenaires sociaux au moyen de directives du Conseil», a indiqué le rapporteur de l'avis, **Pekka Ristolä**.

Le CESE estime qu'un dialogue social efficace doit inclure des partenaires sociaux représentatifs et légitimes, dotés du savoir, des compétences techniques et de la possibilité d'accéder en temps utile aux informations. La volonté et la diligence de la part du politique sont également nécessaires, tout comme le respect pour l'autonomie et les droits des partenaires sociaux, notamment leur droit à la liberté d'association et à la négociation collective, ainsi qu'un cadre juridique et institutionnel favorable.

«Nous considérons la recommandation proposée comme un instrument approprié pour soutenir le processus à condition qu'elle soit assortie de dispositions claires et efficaces en matière de suivi, définies initialement par la Commission. Nous déduisons des discussions entre les États membres que ce point semble poser problème d'emblée. Le texte final de la recommandation permettra de déterminer s'il existe une véritable volonté politique de renforcer réellement le processus», a déclaré la corapporteuse, **Maryia Mincheva**.

Pour remédier au fait que, dans certains États membres, le dialogue social tripartite tient davantage de la forme que de la substance, le CESE propose de mettre en place, au niveau national, un cadre commun efficace pour la participation des partenaires sociaux. Le CESE recommande à la Commission de prendre des mesures si les partenaires sociaux ne sont pas associés utilement aux consultations.

Le CESE observe que le dialogue civil, associant un plus large éventail de parties prenantes autour de thèmes plus variés, constitue un processus distinct. Cette distinction devrait aussi être faite lorsqu'il s'agit de soutenir le renforcement des capacités des partenaires sociaux et de la société civile. (II)

---



## Le CESE plaide en faveur d'un métavers éthique et sûr pour les entreprises et la société

**Lors de sa session plénière d'avril, le Comité économique et social européen a adopté un avis sur l'impact du métavers sur la société, dans lequel il souligne la nécessité pour l'UE de se pencher rapidement sur les possibilités et les risques associés au métavers afin de garantir un environnement virtuel inclusif et sûr.**

Le métavers a déjà démontré les possibilités qu'il recèle s'agissant de proposer des solutions rentables, une production plus rapide, une meilleure qualité, une réduction des risques et une efficacité accrue. Il est également prometteur dans la perspective de la diminution des impacts environnementaux, puisqu'il favorise le travail à distance et réduit le besoin de déplacements physiques et les émissions de carbone.

Le rapporteur de l'avis, **Martin Böhme**, a souligné que «le métavers et les mondes virtuels vont avoir des effets considérables sur nos vies. Ils ouvrent des possibilités mais présentent aussi des écueils potentiels qu'il faut anticiper.»

Les mondes virtuels présentent en effet un certain nombre de risques, en particulier pour les enfants et les groupes vulnérables. Le Comité invite les opérateurs de plateformes à mettre en place des mécanismes de contrôle stricts pour filtrer et supprimer les contenus préjudiciables, ainsi que des garanties pour prévenir le harcèlement, les abus et les comportements abusifs. Un certain nombre de problèmes pour les utilisateurs sont également mis en évidence, comme ceux liés à l'addiction, à la vie privée et à la santé mentale.

Il se pourrait que la législation existante ne soit pas suffisante pour réglementer les mondes virtuels. Le CESE demande instamment aux institutions de garantir que le métavers respecte la législation du monde réel, y compris en matière de fiscalité, et de prendre de nouvelles mesures pour répondre aux besoins spécifiques liés à cette technologie.

L'avis précise que le métavers industriel recèle un potentiel important pour les entreprises européennes qui cherchent à optimiser leurs activités, à recueillir des données et à améliorer leurs performances. Il pose aussi un certain nombre de défis aux entreprises, qui devront notamment faire des progrès en ce qui concerne l'acceptation de ces nouvelles technologies, reconvertir leur main-d'œuvre et garantir que l'expérience du métavers se déroule de manière éthique et sûre.

«Construire des métavers pour les entreprises requiert un type particulier de compétences, et l'Europe doit s'efforcer de redevenir une communauté d'accueil pour les chercheurs, si elle souhaite garder une longueur d'avance», a déclaré le corapporteur du CESE, **Hervé Jeannin**.

Un deuxième avis sur le métavers est actuellement en cours d'élaboration au CESE. Il devrait être adopté au second semestre de cette année. (gb)





## Les transports écologiques doivent être financièrement acceptables et socialement réalisables

**L'avènement de transports durables à long terme est tout à fait possible, mais uniquement si les citoyens, le secteur industriel et celui des transports se rallient à deux objectifs: une réduction des émissions de 90 % dans le secteur des transports d'ici à 2050, et un engagement à déployer les solutions ayant été convenues pour parvenir au résultat final.**

Tel est le message véhiculé par l'[avis du CESE](#) élaboré par **Stefan Back** et **Mateusz Szymański**, adopté en session plénière le 27 avril 2023.

Pour atteindre l'objectif de transports écologiques à long terme, «la transition se doit d'être attractive et réaliste, et donc acceptable pour les citoyens et les entreprises sur le plan à la fois financier, social et

pratique», a affirmé **M. Back**.

«C'est là la seule manière de faire en sorte que la transition soit activement soutenue par notre société, faute de quoi le risque encouru ne se limite pas à un simple échec mais pourrait aussi, dans le pire des cas, prendre la forme de troubles sociaux», a ajouté **M. Szymański**.

Plus précisément, le CESE affirme que le succès de la transition repose sur le respect de certaines conditions.

Premièrement, les entreprises doivent ressentir qu'elles ne se voient pas infliger des coûts exorbitants et qu'elles pourront conserver leur compétitivité, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE.

Deuxièmement, les travailleurs doivent vivre la transition comme une expérience acceptable et se voir accorder la possibilité de s'adapter aux nouvelles conditions de travail d'une manière qui soit satisfaisante d'un point de vue social.

Troisièmement, les citoyens des zones urbaines aussi bien que des zones rurales doivent bénéficier d'une accessibilité et d'une mobilité qui soient disponibles à un coût raisonnable et dans de bonnes conditions d'ensemble. (mp)

---



## Semestre européen: une vaste consultation de la société civile organisée souligne la nécessité d'une réforme vigoureuse

**Le CESE réitère sa demande de révision du Semestre européen, réclamant un règlement de l'Union imposant la participation de la société civile au processus.**

Dans un avis débattu et adopté lors de sa session plénière d'avril, le CESE souligne que les réformes économiques devraient reposer sur des facteurs sociaux et plus uniquement sur des indicateurs économiques. Il

insiste également sur la nécessité de revoir le processus relatif aux recommandations par pays afin d'encourager les États membres à montrer l'exemple s'agissant de leur mise en œuvre.

Le Semestre européen est un cycle annuel de coordination économique, sociale et de politique budgétaire entre les États membres, d'une durée de six mois, également consacré à la surveillance des plans nationaux pour la reprise et la résilience. S'il a joué un rôle important depuis son introduction en 2011, le Semestre a également montré certaines faiblesses.

Dans son avis, le CESE réitère sa demande de réforme du Semestre européen en vue de renforcer la transparence et la démocratie, la participation de la société civile, et l'efficacité de son fonctionnement. Le CESE recommande:

- de revoir les systèmes d'indicateurs existants et d'assurer leur cohérence, ce qui permettra d'améliorer les procédures d'évaluation;
- de veiller à ce que les recommandations par pays, l'un des principaux outils du Semestre, couvrent une période de trois ans et fassent l'objet d'évaluations et de réexamens annuels, l'incitation la plus appropriée pour assurer leur mise en œuvre étant de lier cette dernière, ainsi que les financements, au budget de l'UE;
- d'associer les partenaires sociaux et les organisations de la société civile au moyen d'une procédure de consultation formelle structurée et d'un organisme qui se verrait confier officiellement de telles fonctions. Les conseils économiques et sociaux nationaux existants devraient également jouer un rôle important dans ce processus;
- de définir dans un règlement de l'UE les principes et les caractéristiques générales d'une participation structurée et permanente de la société civile organisée aux différentes étapes du Semestre européen.

[Communiqué de presse](#)

[Avis complet](#) (tk)

---



## Les actions de la Russie en Ukraine devraient être considérées comme des écocides au titre du droit européen

**La guerre en Ukraine a causé d'importants dommages environnementaux transfrontaliers, suscitant de vives inquiétudes. Le CESE plaide pour la pénalisation des actions de la Russie au titre du droit européen, et souligne la nécessité de protéger l'environnement afin de préserver les droits fondamentaux.**

Les écosystèmes ukrainiens ont été gravement touchés: de vastes zones forestières ont été détruites, alors que l'air et l'eau ont été pollués. Cela constitue une menace pour la riche biodiversité du pays, ses écosystèmes, la santé de ses habitants et sa production agricole. Tout

comme le Parlement européen, le CESE demande que l'«écocide» soit inclus en tant qu'infraction pénale dans le droit de l'Union, de sorte à rendre la Russie responsable de ses actes et à prévenir les futures catastrophes environnementales.

La rapporteure **Ozlem Yildirim** explique que «le CESE souligne qu'il est urgent d'améliorer la défense de l'environnement du point de vue de la protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne et au-delà, et que cette nécessité est rendue encore plus impérieuse au vu des graves dommages environnementaux causés par la guerre en Ukraine».

Le Comité réclame également des actions permettant de documenter, cartographier et mesurer ces incidences, ainsi que d'assurer une protection juridique, de garantir l'établissement des responsabilités et d'opérer un redressement après la guerre qui soit conforme aux normes internationales.

Le droit à un environnement sain est essentiel au bien-être social et économique, étant donné que de nombreux emplois dépendent d'un tel cadre. Le CESE invite instamment les États membres et les institutions à renforcer les instruments juridiques et les efforts existants afin de protéger le droit à un environnement sain, surtout au regard de la fragilité des écosystèmes, mise en évidence par le conflit en Ukraine. (ks)

---



## Le CESE visite dans le sud de l'Allemagne un village modèle en matière d'énergie renouvelable

**Les membres ont pu toucher du doigt un écosystème sophistiqué qui protège l'environnement, favorise la réussite économique, encourage les pratiques d'économie circulaire dans l'agriculture et renforce la cohésion sociale.**

Le 5 mai, une délégation de membres du Comité économique et social européen s'est rendue à Wildpoldsried, un village mû par l'énergie renouvelable, dans la région de l'Allgäu, en Allemagne.

Ce village est célèbre pour ses réussites dans les domaines de la production locale d'énergies renouvelables et d'une forte participation du public.

Il a impressionné les membres du CESE par ses infrastructures, qui comptent des éoliennes, un site de production de biogaz, une unité de cogénération avec un réseau local de chauffage, ainsi qu'un système

photovoltaïque doté d'une batterie.

L'approche innovante et durable de Wildpoldsried constitue un exemple insigne d'un écosystème sophistiqué qui protège l'environnement, favorise la réussite économique, encourage les pratiques d'économie circulaire dans l'agriculture et renforce la cohésion sociale grâce à la participation des citoyens.

Pour le CESE, cette visite revêtait un intérêt tout particulier car il conseille les institutions de l'Union européenne sur les questions touchant à la société civile et il entend jeter des ponts entre l'engagement sociétal et les politiques de l'Union. (ks)

---

## NOUVELLES DES GROUPES



## Trente ans de marché unique: l'examen critique du CESE

**Par Felipe Medina, membre du groupe des employeurs du CESE**

**Le marché intérieur unique de l'Union européenne fête ses trente années d'existence. Garant de la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes, il offre aux citoyens de l'Union la possibilité d'étudier, de vivre, de faire leurs achats et de travailler dans n'importe quel État membre. On peut dès lors affirmer sans exagérer qu'il constitue la pierre angulaire de l'Union européenne, l'instrument majeur qui a permis d'abolir les frontières politiques, sociales et économiques pour progresser vers la citoyenneté et l'identité européennes.**

Les événements auxquels l'Union européenne, et la planète entière, ont été confrontées ces dernières années, nous invitent à réfléchir à la manière de rendre le marché unique plus résilient et moins dépendant de l'extérieur. Le Comité économique et social européen aborde ce sujet dans son avis INT/1011 intitulé « [Trente ans de marché unique: comment améliorer son fonctionnement](#) », adopté lors de sa session plénière d'avril dernier.

Au fil de l'avis du Comité, un maître-mot émerge pour assurer l'avenir de l'Union européenne, celui de compétitivité. Le document insiste sur la nécessité de créer des conditions de concurrence équitables pour toutes les entreprises en «favorisant la croissance et la compétitivité équitable, tout en créant un environnement favorable aux entreprises et à la paix sociale». Les principales inquiétudes du Comité portent sur les problèmes liés aux lacunes du marché unique qui nuisent à la compétitivité et à la durabilité des entreprises.

Nous tous qui participons à la construction de l'Union européenne avons le devoir d'attirer l'attention des nouvelles générations sur l'importance des jalons posés pour bâtir l'acquis dont nous bénéficions aujourd'hui, tout comme il nous incombe aussi de signaler les périls qui menacent le marché unique et de nous efforcer de trouver des pistes pour les éviter et progresser sur la voie d'un avenir commun plus fort et solide.

Vous trouverez l'étude complète ici: <https://europa.eu/!PHPC3R>

---



## Cinquante années de lutte au service des travailleurs

**Par le groupe des travailleurs du CESE**

**Les membres du groupe des travailleurs du CESE ont participé en grand nombre au 50<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération européenne des syndicats (CES).**

Ces célébrations ont eu lieu du 23 au 26 mai 2023 à Berlin, en Allemagne, dans le cadre du Congrès de la CES.

La majorité des organisations syndicales représentées au sein du groupe des travailleurs du CESE sont affiliées à la CES. L'une des priorités du groupe des travailleurs consistera à poursuivre sa coopération avec la

CES dans les prochaines années, étant donné que ces deux organismes sont depuis longtemps les alliés naturels de la promotion et de la défense des intérêts des travailleurs.

Les membres du groupe des travailleurs et leur nouvelle présidente, **Lucie Studničná**, ont participé pendant ce congrès à des débats essentiels portant sur des questions comme le renouvellement syndical, l'avenir du travail et l'avenir de l'Europe. La question des prochaines élections européennes figurait en bonne place à l'ordre du jour: la coordination entre organisations syndicales, et celle entre le groupe des travailleurs et la CES sera déterminante pour mobiliser les citoyens, afin que ceux-ci votent pour des démocrates progressifs dans toute l'Europe.

D'autres sujets importants portaient sur la réglementation de l'intelligence artificielle sur le lieu de travail, la complète mise en œuvre de la directive sur l'égalité salariale, la garantie d'une double transition équitable pour l'ensemble des travailleurs, et le renforcement de la syndicalisation qui vise à faire barrage à la montée de l'extrême droite.

Le Congrès a élu la nouvelle équipe dirigeante de la CES. Il a également adopté son manifeste ainsi que le programme d'action de la CES pour la période 2023-2027. (mg)

---





## Comment mettre en place des systèmes de santé et de soins européens résilients et durables? Tirer les leçons de la pandémie de COVID-19

**Par le groupe des organisations de la société civile du CESE**

**Les soins de santé doivent être centrés sur les personnes et valorisés en tant qu'investissement social, plutôt que d'être considérés comme un «coût»: telle était la conclusion de la [conférence](#) organisée le 25 mai 2023 par le [groupe des organisations de la société civile](#) du Comité économique et social européen à la Maison de l'Europe de Stockholm.**

Pour parvenir à cet objectif, il est nécessaire de changer les mentalités sur les plans social, économique et politique. En s'appuyant sur la coopération mise en place pendant la pandémie de COVID-19, les États

membres de l'Union devraient unir leurs forces pour établir des systèmes de santé et de soins résilients et durables, qui ne laissent personne de côté et mettent en valeur le travail des prestataires de soins, des organisations de la société civile et des bénévoles.

La conférence a réuni environ 90 représentants d'institutions et d'organisations de la société civile des échelons national et européen.

**Séamus Boland**, président du groupe des organisations de la société civile, a ouvert la conférence en rappelant que l'accès à des soins de santé abordables et de qualité constitue un droit pour les citoyens de l'Union européenne. Il a ajouté que cette affirmation avait été approuvée par l'ensemble des États membres de l'Union lors de l'adoption du socle européen des droits sociaux en 2017, puis plébiscitée également par les citoyens en 2021, lors de la conférence sur l'avenir de l'Europe, où ils ont appelé de leurs vœux la protection du «droit à la santé». M. Boland a aussi fait observer que pour fournir des soins de qualité aux plus vulnérables, qu'il s'agisse des personnes âgées, des jeunes ou des personnes handicapées, il était nécessaire de mettre en place des systèmes de santé et de soins résilients et qualitatifs.

**Lena Hallengren**, députée au Parlement européen et ancienne ministre suédoise de la santé et de la politique sociale (2019-2022), a pris la parole pour examiner les mesures prises par le gouvernement suédois face à la pandémie. «Les mesures prises par la Suède ont souvent été décrites comme étranges dans les médias internationaux. Toutefois, nous avons pu constater qu'elles portaient leurs fruits, dans la mesure où les citoyens veillaient à garder leurs distances et s'abstenaient de fréquenter les lieux publics. Lorsque d'autres pays ont fermé leurs écoles, les nôtres sont restées ouvertes, car nous comprenons l'importance des établissements scolaires pour l'éducation des enfants et des jeunes, surtout ceux issus de foyers à faibles revenus.»

**Pour en savoir plus, vous pouvez poursuivre la lecture sur notre [site internet](#).**

---

# SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



## Édition 2023 de la Journée portes ouvertes de l'UE: le grand retour des visiteurs

**La maison de la société civile organisée en Europe a une nouvelle fois ouvert ses portes aux visiteurs pour célébrer son 65<sup>e</sup> anniversaire.**

Après avoir célébré la Journée de l'Europe en ligne pendant trois ans, le CESE a accueilli à nouveau des visiteurs dans ses locaux le samedi 6 mai, dans le cadre de l'annuelle Journée portes ouvertes interinstitutionnelle.

En sa qualité de maison de la société civile organisée en Europe, le CESE, qui fête son 65<sup>e</sup> anniversaire en 2023, a fait de la réouverture de ses portes une occasion d'autant plus festive.

De 10 à 18 heures, les visiteurs ont pu profiter de nombreuses activités, dont des représentations musicales, des quiz numériques, une roue de la

fortune, une pêche aux canards, une performance de caricaturiste, un coin d'animation pour les enfants, une simulation de vote express avec les membres, une discussion rapide avec les membres et même une rencontre avec le nouveau président du CESE, qui s'est entretenu avec des citoyens et des bénévoles, et bien plus encore.

Ces activités, les divertissements et l'hospitalité des membres et de plus de 60 personnes travaillant au CESE qui se sont portées volontaires pendant la journée ont ravi les près de 2 300 visiteurs qui ont franchi les portes du Comité.

Cliquez sur ce [lien](#) pour voir quelques images de la journée. (sp)

---



## [Le CESE participe à la «Rencontre des jeunes européens» à Strasbourg](#)

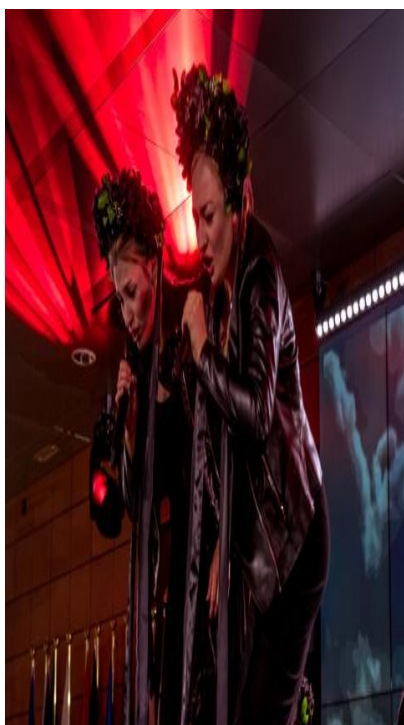
**Le CESE a organisé un atelier lors de la «Rencontre des jeunes européens» (EYE), qui se tiendra à Strasbourg le 9 juin 2023.**

L'atelier du CESE a donc été l'occasion de présenter les recommandations formulées par les élèves qui ont participé à la manifestation annuelle phare du CESE pour la jeunesse [«Votre Europe, votre avis!»](#), qui s'est tenue les 23 et 24 mars 2023.

Deux élèves ayant participé à cette manifestation, avec le soutien d'un membre du CESE, ont présenté les suggestions sélectionnées par l'assemblée des jeunes et étudié plus en détail leur potentiel de mise en œuvre dans le cadre d'un débat ouvert avec le public.

La manifestation EYE, qui cible les politiques et initiatives en faveur de la jeunesse, est une occasion supplémentaire de démontrer aux participants à «Votre Europe, votre avis!», et aux jeunes en général, que leur point de vue est pris en considération au niveau de l'UE.

Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur «Votre Europe, votre avis!» et sur les recommandations de l'édition 2023. (sp)



## [La prestation du théâtre de Navpaky au CESE est désormais disponible en vidéo](#)

**Les temps forts du spectacle musical intitulé «Svit za ochi» (Ici, à l'abri des regards), qui rendait hommage à la lutte des Ukrainiens et des Ukrainiennes pour la démocratie et la liberté, ont donné lieu à une vidéo qui est désormais accessible sur le site internet du CESE.**

Création de la compagnie polonaise du Théâtre Navpaki, le spectacle célèbre, au travers d'une série de chansons composées à partir de leurs histoires personnelles, l'héroïsme d'Ukrainiens ordinaires. Une sélection de neuf chansons nous est offerte reflétant la vie de jeunes gens confrontés à différentes expériences existentielles s'inscrivant dans le contexte des événements qui se déroulent dans l'Ukraine déchirée par la guerre.

Le spectacle montre que celles et ceux qui luttent courageusement pour leur liberté ne sont pas des statues de bronze en majesté, mais des

personnes ordinaires faites de chair et de sang, avec une vie, des joies et des dilemmes qui leur sont propres.

La représentation s'est tenue le 24 mars dernier, lors de la session finale de «Votre Europe, votre avis!», la manifestation que le CESE organise chaque année à destination de la jeunesse. Les chansons sont en ukrainien sous-titrées en anglais.

Avec cette initiative, le CESE a souhaité souligner combien il est important en ces temps difficiles d'écouter les jeunes et d'exprimer le soutien et la solidarité de notre institution à l'égard du peuple ukrainien.

[Regarder la vidéo](#) (dm)

---



## 20 km de Bruxelles 2023: le CESE rejoint l'équipe de l'UE, qui court afin de lever des fonds pour la cause des droits de l'homme

**Le dimanche 28 mai 2023, le Comité s'est associé aux autres institutions de l'Union européenne pour lever des fonds à des fins caritatives dans le cadre de la 43<sup>e</sup> édition de l'un des événements sportifs les plus populaires de la capitale belge.**

Cet événement, qui se veut une célébration du sport de masse, a réuni plus de 40 000 coureurs et marcheurs de 89 pays différents.

L'équipe de l'UE a levé des fonds au bénéfice de l'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International.

Le vice-président du CESE chargé de la communication, **Laurențiu Plosceanu**, a donné le départ de la quatrième vague de coureurs, conjointement avec la présidente du Parlement européen, **Roberta Metsola**, et **Stefaan De Rynck**, qui représentait la Commission européenne.

M. Plosceanu a souligné la présence dynamique des institutions de l'UE à l'événement, venues défendre la démocratie et les droits de l'homme, et a décrit la foule des participants comme «un tsunami de 40 000 citoyens venus courir pour la paix, la démocratie, les droits de l'homme et les valeurs européennes».

Les 60 participants de l'Association des stagiaires du CESE ont pris part à la course dans le but de lever des fonds pour les vétérans de guerre en Ukraine, en collaboration avec l'ONG Promote Ukraine et le Conseil national pour la réhabilitation par le sport. Les fonds ainsi recueillis serviront à financer des programmes de réhabilitation.

L'événement sportif était organisé par le Syndicat d'Initiative - Bruxelles Promotion 1886 et a été marqué par la participation du premier ministre belge **Alexander De Croo**, qui courait pour la Croix-Rouge de Belgique. (at)

# Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)  
Daniela Marangoni (dm)

## Contributeurs à la présente édition

Millie Tsoumani (mt)  
Daniela Marangoni (dm)  
Daniela Vincenti (dv)  
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)  
Giorgia Battiato (gb)  
Jasmin Kloetzing (jk)  
Katerina Serifi (ks)  
Katharina Radler (kr)  
Laura Lui (ll)  
Marco Pezzani (mp)  
Margarita Gavanis (mg)  
Margarida Reis (mr)  
Pablo Ribera Paya (prp)  
Shah Parminder (sp)  
Thomas Kersten (tk)

## Coordination

Agata Berdys (ab)  
Giorgia Battiato (gb)

Technical support  
Bernhard Knoblach (bk)  
Joris Vanderlinden (jv)

## Adresse

Comité économique et social européen  
Jacques Delors Building,  
99 Rue Belliard,  
B-1040 Brussels, Belgium  
Tél. +32 25469476  
Adresse électronique: [eescinfo@eesc.europa.eu](mailto:eescinfo@eesc.europa.eu)

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.  
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.  
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.